

Marseille, le **27 AVR. 1998**

ARRETE
mettant en demeure le Directeur Général
de la Société « S.A. PAPETERIES ETIENNE » à ARLES
de régulariser l'augmentation de production
de son unité de fabrication de papier à onduler
et de respecter les normes de rejets aqueux dans le milieu naturel

LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR,
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la protection de l'Environnement, et notamment ses articles 23 et 24,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié,

VU l'arrêté préfectoral n° 82-1973 du 23 septembre 1975 autorisant la société S.A. PAPETERIES ETIENNE à exploiter une fabrique de papier à ARLES - 29 avenue de Camargue,

VU l'arrêté préfectoral n° 61-1982-A du 6 décembre 1982 portant mise à jour des prescriptions techniques d'exploitation de la société susvisée,

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 85-148/49-1985-A du 30 octobre 1985,

VU le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du 25 mars 1998,

CONSIDERANT que l'exploitant ne respecte pas la production maximale autorisée fixée à 280 t/j en moyenne mensuelle par l'arrêté préfectoral n° 61-1982 A du 6 décembre 1982 portant mise à jour des prescriptions techniques d'exploitation,

CONSIDERANT que l'exploitant ne respecte pas les normes de rejets aqueux fixées au même arrêté,

SUR LA PROPOSITION du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches du Rhône,

ARRETE

ARTICLE 1er

M. le Directeur Général de la S.A. PAPETERIES ETIENNE - 29 avenue de Camargue à ARLES est mis en demeure de régulariser l'augmentation de production de son unité de fabrication de papier à onduler, en déposant en Préfecture un dossier de demande d'autorisation d'extension de production. Ce dossier décrira les installations à mettre en place pour respecter les normes de rejets aqueux et précisera l'échéancier de leur réalisation.

Délai : 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

ARTICLE 2

En cas de non respect de la présente mise en demeure, il pourra être fait application des dispositions prévues à l'article 23 c de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, à savoir : suspension d'activité jusqu'à exécution des conditions imposées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées.

ARTICLE 3

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 3 :

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous-Préfet d'ARLES
- Le Maire d'ARLES,
- Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
et toutes autorités de Police et de Gendarmerie

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, le Maire sera, en outre, chargé de son affichage dans les lieux accoutumés.

POUR COPIE CONFORME
par délégation
Le Chef de Bureau,


Martine INVERNION



POUR LE PREFET
Le Secrétaire Général Adjoint


Charles BOURLARD